



**Étude Mondiale sur l’assistance juridique**

**2015**

**QUESTIONNAIRE POUR LES ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES**

**Introduction**

Ce questionnaire est une composante importante de l’*Étude Mondiale sur l’assistance juridique* qui vise à collecter des données sur l’état actuel de l’assistance juridique dans le monde, incluant l’assistance juridique en matière civile, pénale et administrative:

* Le cadre étatique de la prestation de l’assistance juridique
* Les différents modèles/acteurs de la prestation de services d’assistance juridique
* La demande actuelle pour l'assistance juridique, et comment la demande d'assistance juridique est satisfaite
* La disponibilité, l'accessibilité et le niveau d’expertise des services d'assistance juridique
* Les services d'assistance juridique au sein des mécanismes de justice informels (systèmes de justice traditionnels/coutumiers et mécanismes alternatifs de résolution des conflits)
* Les point forts, défis et recommandations visant à renforcer la prestation de services d'assistance juridique

**Remplir le questionnaire:**

Veuillez-vous assurer que les autorités gouvernementales compétentes ayant accès à des données sur l'assistance juridique complèteront ce questionnaire. Veuillez indiquer les coordonnées de tous les répondants au questionnaire à la page 2.

* Si vous rencontrez une question pour laquelle les données ne sont pas disponibles, veuillez l’indiquer dans la réponse et continuer à la question suivante.
* Si vous ne pouvez fournir des chiffres pour l’année 2013 dans le cadre des questions demandant des chiffres pour cette année-là, veuillez fournir les chiffres disponibles les plus récents.
* Si vous souhaitez fournir des renseignements supplémentaires, veuillez utiliser la section des commentaires ou la section ‘Renseignements supplémentaires’ à la fin du questionnaire.
* Pour toutes questions ou demande d’assistance pour remplir le questionnaire, veuillez contacter: legalaid@unodc.org
* Le questionnaire est divisé comme suit:
* Partie I: Renseignements généraux
* Partie II: Questionnaire

1. Renseignements préliminaires
2. Cadre législatif de l’assistance juridique
3. Prestataires des services d'assistance juridique
4. L’assistance juridique dans la pratique
5. L’assistance juridique en matière pénale
6. L’assistance juridique en matière civile et administrative
7. Administration et gestion de l'assistance juridique
8. L’assistance juridique et les systèmes de justice informels
9. Défis et recommandations
10. Renseignements supplémentaires

**Soumettre le questionnaire:**

* Les réponses au questionnaire doivent être soumises à : [legalaid@unodc.org](mailto:gsla@undp.org)
* Les réponses peuvent être aussi soumises par fax au: (+43-1)26060-74198.
* Une version Word peut être téléchargée à: <http://www.unodc.org/unodc/en/justice-and-prison-reform/index.html?ref=menuside> (sous ‘Statistics and Survey’) et soumise par courriel ou par fax.
* Ce questionnaire sera également disponible dans les cinq autres langues officielles des Nations Unies le 5 mai 2015 sous la forme d’un formulaire électronique via le lien susmentionné.
* Dans les cas où une soumission par courriel ou par fax n’est pas possible, veuillez envoyer la copie papier du questionnaire à :

Section de la Justice

Office des Nations Unies contre le drogue et le crime

P.O. Box 500

A-1400 Vienne

Autriche

Si vous souhaitez partager des documents pertinents tels que lois, stratégies et politiques, veuillez les envoyer en pièce jointe au questionnaire complété ou les envoyer dans un courriel séparé à : legalaid@unodc.org

**Termes clés:**

* **Modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)** – Un ensemble de mécanismes qu’une société utilise pour résoudre les conflits sans recourir à une procédure contradictoire coûteuse. Cela inclut souvent l'arbitrage, la médiation, la conciliation.
* **Enfant** – Conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, un enfant signifie tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sous réserve de la législation applicable à l’enfant.
* **Avocats contractuels, *Ex officio* ou nommés par un comité** - Un mécanisme par lequel des avocats agréés et en exercice participent à la prestation d’une assistance juridique financée par l'État au cas par cas.
* **Système de justice informel** –Le règlement des différends et la réglementation de la conduite par un règlement ou l’assistance   
  d’une tierce partie neutre qui ne fait pas partie du système judiciaire prévu par la loi et/ou dont le fondement solide, procédural ou structurel ne repose pas principalement sur le droit positif.
* **Assistance juridique** - Conseil, assistance et/ou représentation juridique à peu de coût ou gratuitement à la personne désignée comme y ayant droit.
* **Prestataire d’assistance juridique** – Un professionnel ayant une formation juridique qui fournit une assistance juridique financée par l'État à temps plein ou à temps partiel.
* **Administration de l’assistance juridique** – Une institution qui exerce des fonctions d'organisation et de gestion afin d'assurer la nomination des prestataires de l'assistance juridique et la prestation de services d'assistance juridique aux bénéficiaires.
* **Commission/Comité d’assistance juridique** – Un organe de supervision qui surveille la formulation et la mise en œuvre de la politique sur l'assistance juridique.

**Parajuristes** - Des non-juristes formés en matière juridique et autorisés à effectuer des tâches spécifiques nécessitant une certaine connaissance de la loi et des procédures juridiques mais qui ne requièrent pas un diplôme en droit. A la différence des commis adjoints aux avocats, les parajuristes peuvent effectuer certaines tâches de manière indépendante.

**Accord sur le plaidoyer, accord procédural, procès accéléré** - Un arrangement avant le procès entre l'État et l'accusé dans une affaire criminelle à travers laquelle le défendeur s’engage à renoncer au droit à un procès complet et à reconnaître un certain niveau de culpabilité, étant entendu qu’une peine moindre pourra être imposée au lieu de la peine maximale prévue pour le crime reproché.

**Assistance juridique primaire** - Cette forme d'assistance juridique implique la communication de renseignements, la référence aux bureaux territoriaux, la médiation et l'éducation du public. Elle est disponible indépendamment de la situation financière du demandeur, et est fournie soit immédiatement sur demande ou dans un délai maximum de plusieurs jours après le dépôt de la demande.

**Avocat bénévole** - Un avocat qui fournit une assistance juridique sur une base volontaire et gratuite pour l'État ou une personne ayant besoin d'assistance.

**Avocat commis d’office** - Un avocat qui fournit une assistance juridique financée par l'État en tant que salarié d'un groupe d'avocats qui travaillent exclusivement en tant que défenseurs des droits relatifs à la qualification des bénéficiaires de l'assistance juridique.

**Bureau du Défenseur public** - Une institution consacrée exclusivement à répondre aux besoins juridiques des bénéficiaires admissibles à l’assistance juridique à travers les services d’avocats salariés commis d’office. Les bureaux du Défenseur public peuvent être organisés à un niveau national, régional ou municipal, et peuvent fournir de l’assistance juridique dans une variété de juridictions. (Les bureaux du défenseur public peuvent aussi être nommés, collectivement, "défenseurs nationaux", "Procureur public", "sociétés d'assistance juridique" ou "cliniques professionnelles d'assistance juridique", et al.)

**Assistance juridique financée par l'État** - Les conseils juridiques, l'assistance et/ou la représentation qui est fournie sans frais ou à un coût réduit au bénéficiaire, avec le reste du coût payé par l'État.

**Litige d'intérêt public et / ou recours collectif** – Des actions judiciaires engagées afin d’apporter des changements sociaux au bénéfice du public. Un recours collectif réfère à des poursuites judiciaires entreprises au nom d'un groupe de personnes.

# Renseignements généraux

* **Pays:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* **Date de soumission (jour/mois/année):** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* **Nom de la personne soumettant le questionnaire (Nom prénom) :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* **Titre:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* **Département/Organisation:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* **Coordonnées:**
  + Courriel: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
  + Téléphone: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
  + Adresse: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* **Autorités impliquées dans la réponse au questionnaire:**

Agence 1: Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Organisation: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date (j/m/a): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Agence 2: Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Organisation: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date (j/m/a): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Agence 3: Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Organisation: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date (j/m/a): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Agence 4: Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Organisation: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date (j/m/a): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

# Questionnaire

## Renseignements préliminaires

1. **Quel type de système juridique est en place dans votre pays:** *(Veuillez* *sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐Droit romain (Civil law) ☐Common law ☐Droit religieux ☐Droit coutumier ☐Hybride *(préciser ci-dessous)*

☐Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Comment est organisé le système de justice dans votre pays?**

☐ Système judiciaire national unifié (unitaire) avec plusieurs niveaux de tribunaux (cour suprême, cour d'appel, tribunal de première instance)

☐ Système judiciaire national unifié (unitaire) avec un réseau subordonné de tribunaux régionaux et d’organismes judiciaires

☐ Juridictions nationales (fédérales) et régionales distinctes fonctionnant en parallèle les unes des autres

☐ Un système judiciaire national officiel avec plusieurs niveaux, de même que des tribunaux coutumiers, informels, ou fondé sur la religion

☐ Autre *(veuillez préciser)*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Section A - Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## Cadre législatif de l’assistance juridique

1. **Quelle(s) loi(s) prévoi(en)t le droit d'une personne à l'assistance juridique?** *(Veuillez* *sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ La Constitution

☐ Une loi spécifique sur l'assistance juridique

☐ Loi sur la procédure judiciaire

☐ Loi sur la police

☐ Loi sur le système judiciaire

☐ Loi relative aux poursuites

☐ Code de procédure civile

☐ Loi administrative

☐ Loi sur la détention provisoire

☐ Loi sur le système pénitentiaire

☐ Loi sur la procédure pénale

☐ Règlements s’adressant aux acteurs étatiques

☐ Règlements d'application de la loi sur l'assistance juridique

☐ Un droit à l'assistance juridique est implicite dans les dispositions nationales relatives aux garanties procédurales, mais il n’est pas expressément reconnu par la loi

☐ Autre *(veuillez préciser)*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

☐ Ne s’applique pas

1. **En vertu de la loi, quels services sont inclus dans “l’assistance juridique”?** *(Veuillez* *sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

Pénal Civil & Administratif

* Conseil juridique (par ex. sur l’application du droit pertinent, et sur les actions ☐ ☐

qu’une personne devrait convenablement prendre) sur une base d’une à deux fois

* Représentation juridique devant un procureur, une cour ou un tribunal ☐ ☐

*(Veuillez préciser où \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_)*

* Assistance juridique (par ex. en prenant toute action appropriée, soit en agissant au ☐ ☐

nom des personnes ou en les assistant à prendre des mesures)

* Assistance générale à naviguer dans le système de justice (par ex. en fournissant des ☐ ☐

directives pour remplir des documents juridiques)

* Exécution de documents juridiques ☐ ☐
* Assistance juridique devant les tribunaux internationaux ☐ ☐
* Fournir de l'information juridique dans des postes de police, des prisons, ou dans ☐ ☐

la communauté

* Autre *(veuillez préciser)*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Conformément aux lois/politiques, quel est le rôle de l’assistance juridique dans votre pays?** *(Veuillez sélectionner les trois réponses les plus importantes pour votre système sous chaque colonne)*

Pénal Civil & Administratif

* Garantir l’égalité entre toutes les parties à un différend ☐ ☐
* Garantir un procès équitable ☐ ☐
* Agir en tant qu’arbitre neutre entre les parties ☐ ☐
* Aider les tribunaux afin de parvenir à des solutions équitables aux différends ☐ ☐
* Prévenir une mauvaise décision en cour ☐ ☐
* Minimiser une issue défavorable pour le bénéficiaire de l'assistance juridique ☐ ☐
* Défendre activement les garanties procédurales nationales et internationales et les droits ☐ ☐

de l’homme du bénéficiaire de l’assistance juridique

* Révéler la vérité même si cela va à l’encontre des intérêts du bénéficiaire de l’assistance ☐ ☐

juridique

* Participer activement à la procédure afin d’éviter que le bénéficiaire de l'assistance juridique ☐ ☐

ne fasse des déclarations à l’encontre de ses intérêts

* Utiliser tous les moyens légaux afin de parvenir au meilleur résultat pour le bénéficiaire de ☐ ☐ l'assistance juridique
* Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ ☐

1. **Quand le droit à l'assistance juridique a-t-il été reconnu par vos lois?**

Depuis \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (année) ☐ Ne s’applique pas

1. **Y at-il eu une réforme / restructuration du système national d'assistance juridique depuis son établissement?**

☐ Oui, en \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (année) ☐ Non

**Section B - Commentaires (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

1. **Prestataires des services d'assistance juridique**
2. **Combien d’avocats agréés et en exercice y a-t-il dans votre pays ?**

☐ Ne s’applique pas

☐ Pas de données disponibles

1. **Si votre pays permet aux parajuristes de fournir de l'assistance juridique, combien y a-t-il de parajuristes en exercice ?**

Nombre de parajuristes en exercice : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

☐ Ne s’applique pas

☐ Pas de données disponibles

1. **Quel type de services d'assistance juridique les parajuristes sont-ils autorisés à fournir dans votre pays?**

Pénal Civil & Administratif

* Conseil juridique (par ex. sur l’application du droit pertinent, et sur les actions ☐ ☐

qu’une personne devrait prendre) sur une base d’une à deux fois

* Représentation juridique devant un procureur, une cour ou un tribunal ☐ ☐

*(Veuillez préciser où et si ces services ne peuvent être fournis que sous la supervision*

*d’un avocat qualifié \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_)*

* Fournir de l'information juridique dans des postes de police, des prisons ☐ ☐

* Assistance générale pour naviguer dans le système de justice (par ex. en fournissant des ☐ ☐

directives pour remplir des documents juridiques)

* Autre *(veuillez préciser)*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Parmi les qualifications suivantes, lesquelles sont requises pour les prestataires d'assistance juridique financés par l'État?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

Avocat Parajuriste

* Un Diplôme en droit ☐ ☐
* La preuve d’avoir passé un examen professionnel (examen du barreau) ☐ ☐
* Être membre d’un barreau national ☐ ☐
* La réalisation d’un apprentissage ou d’un stage avec un avocat en exercice ☐ ☐
* La réalisation d’un apprentissage avec un juge ou une autre agence judiciaire de l’État ☐ ☐
* Une relation contractuelle avec l'organisme qui supervise l'administration de l'assistance juridique ☐ ☐
* Des tests spécifiques afin d’être reconnu membre de l’institution prestataire d'assistance juridique ☐ ☐
* Un entretien avec l'administration ou la commission de l'assistance juridique ☐ ☐
* La réalisation d'un cours de formation professionnelle de parajuristes accrédité par l'État ☐ ☐
* Une Inscription sur une liste de prestataires d'assistance juridique autorisée par l’État ☐ ☐
* Aucune qualification professionnelle n’est exigée ☐ ☐
* Cela dépend du type d’affaire ☐ ☐
* Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ ☐

1. **Est-ce que la loi exige que les prestataires de l’assistance juridique s’engagent de manière continue dans une éducation et/ou une formation professionnelle ?**

☐ Oui ☐ Non

1. **Comment sont rémunérés les prestataires de l'assistance juridique pour leurs services?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

Pénal Civil & Administratif

* Ils reçoivent un montant fixe pour chaque affaire ☐ ☐
* Ils reçoivent un montant fixe pour chaque action qu'ils prennent dans une affaire et qu’ils déclarent à ☐ ☐ l'organisme autorisé à émettre le paiement
* Ils reçoivent un montant fixe pour chaque action procédurale qu’un fonctionnaire atteste et approuve ☐ ☐

par écrit (par ex. présence au tribunal; représentation à l’interrogatoire; détention provisoire/libération;

enquête; *et al.*)

* Les prestataires travaillent dans des cabinets d'avocats reçoivent des fonds de l'État (contractuel) ☐ ☐
* Les prestataires travaillent à temps plein dans les établissements financés par l'État (par ex. bureau du ☐ ☐ Défenseur public)
* Les prestataires signent des contrats avec l'agence étatique supervisant les engagements pour recevoir ☐ ☐

un paiement pour un certain nombre d’affaires (par ex., paiement forfaitaire pour dix affaires)

* Les prestataires sont payés selon un taux horaire pour des actions que l’État identifie comme servant de ☐ ☐

base aux paiements

* Les prestataires soumettent des rapports des heures passées sur une affaire liée à l’assistance juridique ☐ ☐
* Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_                       ☐ ☐

**Section C - Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## L’assistance juridique dans la pratique

1. **Comment les services d'assistance juridique sont organisés dans votre pays?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

Pénal Civil & Administratif

* Par les bureaux du défenseur public ☐ ☐
* Par des nominations (ex officio, avocats contractuels) ☐ ☐
* Par l’association du barreau ☐ ☐
* Par des programmes bénévoles ☐ ☐
* Par les commissions/comités d’assistance juridique ☐ ☐
* Par la société civile ☐ ☐
* Une combinaison de ce qui précède *(veuillez préciser) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* ☐ ☐
* Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ ☐

1. **Comment le processus d’obtention de l’assistance juridique est initié?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ À la demande de la personne qui veut une assistance juridique

☐ Le tribunal présidant une affaire doit se renseigner et évaluer l'admissibilité lors de la première comparution des parties

☐ À la demande de la police

☐ À la demande du procureur

☐ Par l'institution qui supervise la nomination des prestataires d’assistance juridique sur la base d’une notification d'un acteur judiciaire de l’État ou du demandeur d'assistance juridique

☐ À la demande de l'association du barreau

☐ À la demande du prestataire de l'assistance juridique

☐ La détermination est automatique si l’affaire ou le destinataire de l'assistance juridique se qualifie pour l'assistance juridique ou pour des

services d’assistance juridique

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Où les gens peuvent-ils obtenir les services d’assistance juridique primaire gratuitement?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

Ils sont disponibles au bureau du Défenseur public, ou dans une autre institution prestataire de l'assistance juridique financée par l'État

Il y a un centre de conseil juridique dans la ville et/ou des bureaux administratifs municipaux où les avocats ou les parajuristes fournissent des

conseils

L’association du barreau tient une liste d'avocats qualifiés disponibles pour fournir des conseils juridiques

L'association du barreau fournit une ligne téléphonique que les individus peuvent appeler pour recevoir des conseils

Des organisations de la société civile fournissent des conseils juridiques aux personnes qui se rendent à leurs bureaux

Ne s’applique pas

Autre *(veuillez préciser):*

1. **Y-a-t-il un coût pour le bénéficiaire des services d’assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Non. Le service est gratuit pour ceux qui remplissent les critères d’admissibilité

☐ L’État couvre tous les coûts d’assistance juridique dans les affaires criminelles

☐ L’État couvre tous les coûts d’assistance juridique dans les affaires civiles

☐ La partie bénéficiant d’une assistance juridique paie un pourcentage des coûts, établi par la loi

☐ Le bénéficiaire de l’assistance juridique paie un bonus au prestataire de l’assistance juridique en plus des frais payés par le gouvernement

ou un donateur

☐ Il y a des frais fixes pour certaines actions

☐ Il y a une échelle variable de paiement basée sur le statut financier du bénéficiaire

☐ Autre *(veuillez préciser):* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Que doit faire une personne pour prouver son admissibilité à l'assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'applique*

Pénal Civil & Administratif

* Présenter un papier démontrant le statut de bénéficiaire de l’aide sociale ou de ☐ ☐

subventions étatiques pour indigents ou membres vulnérables de la population

* Démontrer des difficultés familiales (par ex. (preuve documentaire) plusieurs enfants, ☐ ☐

famille monoparentale, membre de la famille handicapé, et al.)

* La preuve de faible revenu, s’il est employé (relevé de salaire/contrat/autre document ☐ ☐

indiquant le taux de rémunération)

* Déclaration du requérant qu'il ou elle répond aux critères financiers ou de vulnérabilité ☐ ☐
* Déclaration de revenu de l'année précédente ☐ ☐
* L'appartenance à un groupe protégé tels que migrants, enfants, personnes déplacées, ☐ ☐

réfugiés, femmes, national, ethnique, minorité religieuse, non-maîtrise de la langue

nationale ou autre groupe vulnérable ou minoritaire

* Une détermination par l'agence ou le fonctionnaire chargé des nominations que les ☐ ☐

intérêts de la justice exigent la prestation d'une assistance juridique dans l’affaire

* Preuve de citoyenneté de votre pays ☐ ☐
* Aucune preuve; le droit à l'aide juridique dépend de la parité ou de la complexité de la question ☐ ☐

nécessitant une assistance

* Preuve du bien-fondé de la requête du demandeur d'assistance juridique ☐ ☐
* Aucune preuve n’est nécessaire lorsqu’il y a une affaire ou une situation où l’État est ☐ ☐

tenu de fournir l’assistance juridique en vertu de la loi

* Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Quel est le mécanisme d’assignation des prestataires de l’assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Les tribunaux et la police ont une liste de prestataires d’assistance juridique de garde pour un jour donné, et les appellent dans un ordre précis

☐ Les tribunaux et la police contactent l'association du barreau qui assure et coordonne les nominations et la prestation des services

☐ La commission d'assistance juridique maintient une liste de prestataires de garde; Les agences de l'État s’adressent à la commission

☐ Il y a des prestataires d'assistance juridique en service dans les tribunaux et les commissariats de police

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Si une personne a droit à l'assistance juridique, mais qu’aucun prestataire de l’assistance juridique n’est disponible, la procédure doit-elle être suspendue jusqu'à ce qu'un prestataire de l'assistance juridique se présente?**

☐ Oui ☐ Oui, avec des limites *(Veuillez préciser ci-dessous)* ☐ Non

1. **Y a-t-il un recours disponible si une personne reçoit des services d'assistance juridique, mais que le prestataire de l’assistance juridique n’est pas préparé ou qualifié?**

☐ Les procédures sont jugées invalides

☐ Les procédures sont reportées

☐ Un prestataire d’assistance juridique de remplacement est invité à représenter la partie à la place du prestataire assigné

☐ Il n'y a pas de moyen d'évaluer si le prestataire d'assistance juridique n’est pas préparé ou qualifié

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Y-a-t-il un mécanisme afin de contrôler la qualité des services d’assistance juridique fournis ?**

☐ Oui, c’est contrôlé par:

☐ La commission d’assistance juridique

☐ L'agence exécutive responsable de la justice (par ex. *Ministère de la Justice*)

☐ L’association du barreau

☐ Le système judiciaire

☐ Le bureau du procureur

☐ Un bureau de statistiques

☐ Une équipe d’examinateurs pairs organisée par l'autorité chargée de l'assistance juridique ou l’association du barreau

☐ Une institution de recherche qui rend compte de ses conclusions au gouvernement et/ou à d'autres acteurs concernés

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

☐ Non

1. **Comment les données sont-elles collectées afin de contrôler la qualité des services d'assistance juridique?**

☐ À travers des évaluations par des acteurs judiciaires (police/procureurs/juges)

☐ Examen des plaintes par les bénéficiaires d'assistance juridique, déposées auprès de l'État ou de l'association du barreau sur les actions juridiques des prestataires d'assistance

☐ Effectuer des questionnaires de satisfaction que les bénéficiaires d’assistance juridique rempliront/enquêtes de satisfaction auprès des usagers des tribunaux

☐ Surveillance des services offerts à la Cour

☐ Aucun, les données ne sont pas collectées sur la qualité des services d'assistance juridique

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Existe-t-il des services d'assistance juridique offerts par l'État pour les groupes spécifiques de la population?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Oui, pour:

☐ Personnes handicapées

☐ Enfant

☐ Femme

☐ Personnes âgées

☐ Migrants

☐ Réfugiés, demandeurs d’asile ou apatrides

☐ Déplacés internes

☐ Populations autochtones

☐ Minorités ethniques ou religieuses

☐ LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres)

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

☐ Non

1. **Est-ce que l'État a mené une évaluation des besoins de la population en matière d’assistance juridique?**

☐ Oui, dans les 5 dernières années

☐ Oui, il y a plus de 5 ans

☐ Non

Si oui, veuillez fournir des détails sur la façon d'accéder aux résultats/rapports de l'enquête ou joindre un document contenant les résultats de l'enquête à ce questionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Est-ce que l'État a mené des campagnes d'information/sensibilisation publiques sur le droit à l'assistance juridique et l'accès aux services d'assistance juridique?**

☐ Oui, au moins une fois dans la dernière année

☐ Oui, au moins une fois dans les 3 dernières années

☐ Il y a plus de 3 ans

☐ Non

1. **Est-ce que les services d'assistance juridique de votre pays sont disponibles dans les zones rurales?**

☐ Oui

☐ Non

**Section D - Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **L’assistance juridique en matière pénale**
2. **Quel est le pourcentage des affaires penales dans l’ensemble des affaires donnait lieu à assistance juridique?**

☐ Moins de 10%

☐ Supérieur à 10% mais moins de 25%

☐ Supérieur à 25% mais moins de 50%

☐ Supérieur à 50% mais moins de 75%

☐ Supérieur à 75% mais moins de 90%

1. **En 2013, quel était le nombre total d'affaires pénales déposées en cour?** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

☐ Données non disponibles

1. *Combien ont donné lieu à acquittement après un procès?*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. *Combien ont donné lieu à une détention provisoire (mesure restrictive provisoire) imposée?*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. *Combien ont été résolues en vertu d'un accord sur le plaidoyer, d’un accord procédural ou d'un procès accéléré?*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. **En 2013, quel était le nombre total d'affaires pénales déposées en cour dans lesquelles la prestation d’une assistance juridique financée par l'État était offerte ?**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. *Combien d’affaires ont donné lieu à acquittement après un procès?*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. *Combien d’affaires ont donné lieu à une détention provisoire (mesure restrictive provisoire) imposée?*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. *Combien ont été résolues en vertu d'un accord sur le plaidoyer, d’un accord procédural ou d'un procès accéléré?*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. **Pour qui l'assistance juridique est-elle disponible selon la loi** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Les personnes arrêtées et détenues sur des accusations criminelles

☐ Les personnes accusées d’avoir commis une infraction criminelle

☐ Les personnes emprisonnées pour des accusations criminelles

☐ Les victimes de crimes

☐ Les témoins

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Dans lesquels des cas suivants l'État a l’obligation de fournir une assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Aux personnes en dessous d’un certain seuil financier [*Veuillez indiquer le seuil (en USD, si possible) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]*

☐ Aux enfants (de moins de 18 ou selon la législation nationale)

☐ Aux personnes physiquement handicapées

☐ Aux personnes ayant une déficience intellectuelle/mentale

☐ Aux personnes déplacées

☐ Aux réfugiés

☐ Aux personnes dont la langue maternelle n’est pas la langue des procédures officielles

☐ Aux personnes qui font face à une peine de prison potentielle [Veuillez indiquer la peine minimale d'emprisonnement pour l'admissibilité à une assistance juridique financée par l'État \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]

☐ Aux personnes qui font potentiellement face à la peine de mort

☐ Selon la gravité, la complexité ou le type d'affaire, tel qu’indiqué dans la loi

☐ Lorsque la loi note que les intérêts de la justice l'exigent

☐ Pas d'exigences particulières, elle est déterminée par des organismes mandatés en fonction de leur appréciation

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Pour quels actes de procédure ou stades d'une affaire pénale un suspect ou un défendeur est admissible à l'assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ À partir du moment où un représentant de la loi restreint la liberté du suspect/défendeur

☐ À partir du moment où des accusations sont officiellement déposées

☐ À partir du moment où une agence étatique commence à considérer la possibilité d'imposer des mesures restrictives ou une détention

provisoire

☐ Au cours d'une procédure d'identification avec la participation du suspect/défendeur

☐ Lors d'une perquisition dans la résidence du suspect/défendeur

☐ Pendant l'interrogatoire d'un suspect/défendeur potentiel avant que des accusations formelles ne soient déposées

☐ Au cours du procès

☐ Lors d'un premier appel

☐ Pour la représentation des prisonniers dans les cas impliquant des accusations disciplinaires graves ou lorsque des plaintes sont intentées

☐ Pour tout appel ou pourvoi en cassation

☐ Pour un appel devant les tribunaux internationaux

☐ Pour l’examen de la probation, ou en matière de réadaptation sociale/réintégration après la libération de prison

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Est-ce que les conseils d’assistance juridique et les services de soutien à la cour sont offerts dans toutes les procédures juridiques aux femmes victimes de violence (incluant les victimes de violence sexuelle et sexiste fondée sur le genre)?**

☐ Oui ☐ Non

1. **Quelles divisions spécialisées ou membres du personnel sont en place dans le système de justice afin de travailler avec les enfants qui sont soupçonnés ou accusés d'une infraction criminelle?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Il y a des tribunaux ou des juges spécialisés

☐ Il y a des procureurs spécialisés

☐ Il y a des officiers de police ou des unités spécialisées

☐ Il y a des avocats et/ou des parajuristes spécialisés

☐ Il n'y a pas de telle spécialisation dans le système de justice

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Lorsque les enfants sont soupçonnés ou inculpés d'une infraction pénale, quel pourcentage de cas sont détournés du système de justice formelle sans procès (par exemple, par la médiation, la restitution, un avertissement ou des excuses)?**

☐ Moins de 10%

☐ Supérieur à 10% et inférieur à 20%

☐ Supérieur à 20% et inférieur à 35%

☐ Supérieur à 35% et inférieur à 50%

☐ Plus de 50%

☐ Aucune donnée n’est disponible sur la résolution d’une affaire avant son transfert à un tribunal

1. **En 2013, quel est le pourcentage de toutes les affaires dans lesquelles un enfant a été reconnu coupable et qu’une alternative à l'emprisonnement a été imposée?**

☐ Moins de 10%

☐ Supérieur à 10% et inférieur à 20%

☐ Supérieur à 20% et inférieur à 35%

☐ Supérieur à 35% et inférieur à 50%

☐ Supérieur à 50% et inférieur à 75%

☐ Plus de 75%

☐ Les données sur les enfants ne sont pas enregistrées séparément

1. **En 2013, lorsque une assistance juridique financée par l'État a été fournie, quel est le pourcentage d’affaires dans lesquelles un enfant ayant été reconnu coupable et pour lesquelles une alternative à l'emprisonnement a été imposée?**

☐ Moins de 10%

☐ Supérieur à 10% et inférieur à 20%

☐ Supérieur à 20% et inférieur à 35%

☐ Supérieur à 35% et inférieur à 50%

☐ Supérieur à 50% et inférieur à 75%

☐ Plus de 75%

☐ Les données sur les enfants ne sont pas enregistrées séparément

☐ Les données ne sont pas enregistrées séparément par rapport aux prestataires de l'assistance juridique

**Section E - Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## L’assistance juridique en matière civile et administrative

1. **En 2013, quel était le nombre total d'affaires civiles/administratives déposées en cour?**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. **En 2013, quel était le nombre total d'affaires civiles/administratives déposées en cour pour lesquelles une assistance juridique financée par l’État a été fournie?**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ☐ Données non disponibles

1. **Quels sont les critères d'admissibilité pour l'accès aux services d'assistance juridique dans les affaires civiles?** *(Veuillez sélectionner toutes les cases qui s’appliquent et indiquer dans les commentaires ci-dessous si plus d’un critère doit être rencontré)*

☐ Si une personne en dessous d’un certain seuil financier [*Veuillez Indiquer seuil (en USD) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]*

☐ Si une personne est un enfant (de moins de 18 ou selon la législation nationale)

☐ Si une personne est physiquement handicapée

☐ Si une personne a une déficience intellectuelle/mentale

☐ Si une personne est une personne déplacée

☐ Si une personne est un réfugié

☐ Si une personne a une langue maternelle différente du langage des procédures officielles

☐ Selon la gravité, la complexité ou le type de cas de l'affaire, comme indiqué dans la loi

☐ Lorsque la loi note que les intérêts de la justice l'exigent

☐ Le mérite de la réclamation d’une partie (des parties)

☐ Un seuil monétaire minimum en litige

☐ Le nombre de parties opposées à la personne qui demande l'assistance juridique

☐ Pas d'exigences particulières, elle est déterminée par des organismes mandatés selon leur discrétion

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Pour quels types d'affaires civiles les gens cherchent le plus souvent à obtenir des services d'assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner les cinq réponses les plus importantes pour votre système et les classer de 1 à 5 (1 étant le plus commun) ­­*

\_\_\_\_ Les conflits conjugaux

\_\_\_\_ Les questions de garde d'enfants

\_\_\_\_ Les questions de propriété

\_\_\_\_ Les conflits de travail

\_\_\_\_ Les différends contractuels

\_\_\_\_ Les réclamations en responsabilité civile

\_\_\_\_ Les questions administratives

\_\_\_\_ Les réclamations concernant les services de l'État ou les différends avec les organismes gouvernementaux

\_\_\_\_ Les procédures de règlement des conflits ou la médiation

\_\_\_\_ Assistance à l'activité entrepreneuriale ou au démarrage d'une petite entreprise

\_\_\_\_ Assistance lors des procédures de justice informelle ou traditionnelle

\_\_\_\_ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Pour quels types d'affaires civiles les services d’assistance juridique financés par l'État sont-ils disponibles ?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

\_\_\_\_ Les conflits conjugaux

\_\_\_\_ Les questions de garde d'enfants

\_\_\_\_ Les questions de propriété

\_\_\_\_ Les conflits de travail

\_\_\_\_ Les différends contractuels

\_\_\_\_ Les réclamations en responsabilité civile

\_\_\_\_ Les questions administratives

\_\_\_\_ Les réclamations concernant les services de l'État ou les différends avec les organismes gouvernementaux

\_\_\_\_ Les procédures de règlement des différends ou la médiation

\_\_\_\_ Assistance à l'activité entrepreneuriale ou au démarrage d'une petite entreprise

\_\_\_\_ Assistance lors des procédures de justices informelle ou traditionnelle

\_\_\_\_ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Est-ce que l’assistance juridique financée par l'État est offerte lors d’un litige d'intérêt public et/ou un recours collectif (par ex. pour traiter les cas de discrimination, le droit du travail, le droit des consommateurs, la protection de l’environnement, etc.)?**

☐Oui ☐Non

**Section F - Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## Administration et gestion de l’assistance juridique

1. **Quelle institution a la responsabilité principale de la gestion et de l'administration de l'assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ L'agence exécutive en charge de la justice ou une division en son sein (par ex. Ministère de la Justice)

☐ L’association du barreau ou une division du barreau

☐ Une administration de l’assistance juridique indépendante et autonome

☐ Une commission ou un conseil de l'assistance juridique en vertu du niveau exécutif d’une agence de justice

☐ Une commission ou un conseil de l'assistance juridique sous l’autorité du bureau de l'Ombudsman

☐ Une commission ou un conseil de l'assistance juridique sous l’autorité du législateur

☐ Une commission ou un conseil de l'assistance juridique sous l’autorité de la branche exécutive (autre qu’une institution juridique nationale)

☐ Une commission ou un conseil de l'assistance juridique sous l’autorité d’un autre organisme gouvernemental

☐ L’institution nationale prestataire de services d’assistance juridique (parfois nommés "défenseurs nationaux", "Procureur public" ou "cliniques professionnelles de services juridiques") agit en tant qu’organisme coordinateur et prestataire de services d'assistance juridique

☐ Une organisation de la société civile

☐ Une administration locale au niveau municipal ou des villages

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

☐ Il n’y a pas d’administration centrale

1. **Est-ce que l’assistance juridique est une composante distincte du budget annuel du système de justice dans votre pays?**

☐ Oui ☐ Non (Veuillez continuer à la question suivante)

a. Quel était le niveau du budget national de l'assistance juridique en 2013 (en USD, si possible)? \_\_\_\_\_\_\_\_ Pour les affaires pénales \_\_\_\_\_\_ pour les affaires civiles

b. Quel était le niveau du budget national de l'assistance juridique en 2010 (en USD, si possible)? \_\_\_\_\_\_\_\_ Pour les affaires pénales \_\_\_\_\_\_ pour les affaires civiles

1. **Quel était le budget annuel consacré aux poursuites dans les affaires pénales en 2013? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**
2. **Parmi les éléments suivants, lesquels sont inclus dans les responsabilités de l'autorité de l'assistance juridique?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Superviser et coordonner la fonction des mécanismes de nomination de l'assistance juridique

☐ Préserver les droits des bénéficiaires d’assistance juridique

☐ Établir des stratégies et des politiques en matière d'assistance juridique

☐ Établir et maintenir des normes de rendement pour la prestation efficace de l'assistance juridique

☐ Servir d’organisme de surveillance indépendant entre les prestataires de l'assistance juridique et l'État qui les paie

☐ Superviser les programmes de formation professionnelle

☐ Garantir l'indépendance des prestataires d'assistance juridique de l'État

☐ Réviser les données sur l'assistance juridique et les intégrer dans la nouvelle politique sur l'assistance juridique

☐ Suivre les résultats des affaires en vue des données sur la représentation effective

☐ Échanger avec le personnel d'autres agences et organisations judiciaires (juges/procureurs/police/experts/autre) sur la qualité des services fournis par les prestataires d'assistance juridique

☐ Négocier avec les fonctionnaires pour obtenir des conditions raisonnables pour les prestataires d’assistance juridique (des limitations horaires/charge de travail/accès à des experts indépendants, et al.)

☐ Surveiller les dépenses des fonds relatifs à l'assistance juridique

☐ Surveiller la conformité des prestataires d’assistance juridique par rapport aux priorités gouvernementales

☐ Préconiser avec les fonctionnaires compétents un budget suffisant pour couvrir les besoins en assistance juridique

☐ Préconiser ou négocier des conditions qui permettent aux prestataires d'assistance juridique de défendre efficacement les droits des bénéficiaires d’assistance juridique

☐ Consulter les prestataires d'assistance juridique sur leurs besoins afin de garantir leur capacité à fournir une assistance juridique effective

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Si votre pays dispose d'une commission d'assistance juridique:** ☐ Ne s’applique pas

**a) Parmi les personnes suivantes lesquelles sont incluses parmi les membres de la commission*?*** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Membre(s) du Barreau

☐ Juge de la Cour Suprême

☐ Représentant(s) du système judiciaire (autre que la Cour suprême)

☐ Juge(s) à la retraite

☐ Représentant(s) du Ministère de la Justice

☐ Fonctionnaire(s) spécialisés dans l'assistance juridique

☐ Membre(s) de l'institution nationale des droits de l’homme

☐ Membre(s) de la commission sur l'égalité entre les sexes

☐ Membre(s) de la commission de protection de l'enfance

☐ Représentant(s) des organismes sociaux ou de santé (*Veuillez préciser* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_)

☐ Représentant(s) d'organisations non gouvernementales ou d'autres organisations de la société civile

☐ Représentant(s) des universités avec les cliniques juridiques et des associations de parajuristes,

☐ Représentant(s) des systèmes de justice informels (par ex. Conseil des chefs)

☐ Prestataire(s) d’assistance juridique

☐ Parajuristes

☐ La loi exige que certaines conditions soient représentées parmi les membres du conseil d'administration (*Veuillez préciser*) \_\_\_\_\_\_\_

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. ***Comment les membres de la commission de l'assistance juridique sont sélectionnés?*** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Nomination par le parlement

☐ Nomination par l'exécutif

☐ Nomination par les tribunaux

☐ Nomination par le procureur

☐ Nomination par la police

☐ Nomination par l'association du barreau

☐ Nomination par le bureau du Défenseur public

☐ Élection par les membres de l'association du barreau

☐ Processus de sélection concurrentiel

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Section G - Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## Assistance juridique et système de justice informel ☐ Ne s’applique pas (Veuillez continuer à la question no. 53)

1. **Est-ce que les mécanismes informels de justice dans votre pays permettent à un avocat ou à un assistant juridique de fournir une assistance dans le processus de médiation/d'arbitrage?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐ Oui, pour les processus formels de médiation/les modes alternatifs de résolution des conflits

☐ Oui, pour représenter des parties ou fournir des conseils lors des processus coutumiers ou religieux de médiation/arbitrage

☐ Non

1. **Y a-t-il des mécanismes qui permettent des renvois entre le système juridique formel/statutaire et les systèmes de justice informels?** *(Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent)*

☐Oui, pour les processus de médiation formels/les modes alternatifs de résolution des conflits

☐ Oui, pour les processus formels, coutumiers ou religieux, de médiation/arbitrage

☐ Oui, pour d'autres *(Veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

☐ Non

**Si oui, les prestataires de services d'assistance juridique peuvent-ils travailler à travers les différents systèmes?**

☐ Oui ☐ Non

1. **Est-ce que les prestataires d’assistance juridique ont besoin de qualifications pour fournir une assistance lors des processus de justice informel?**
2. ***Pour les processus formels de médiation / modes alternatifs de résolution des conflits?***

☐ Un diplôme en droit

☐ Un certificat de parajuristes

☐ Être un membre réputé de la communauté

☐ Formation de base sur les questions juridiques

☐ Autres *(Veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. ***Pour les processus coutumiers ou religieux de médiation/arbitrage***

☐ Un diplôme en droit

☐ Un certificat d’assistant juridique

☐ Être un membre réputé de la communauté

☐ Formation de base sur les questions juridiques

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Section H - Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## Défis et recommandations

1. **Parmi les choix ci-dessous, veuillez classer de 1-5 (1 étant le plus important) les facteurs qui empêchent l’accès à l'assistance juridique dans votre pays:**

\_\_\_\_\_\_ Il y a un nombre limité d'avocats dans notre pays

\_\_\_\_\_\_ Il y a un nombre limité d'avocats en dehors des zones urbaines

\_\_\_\_\_\_ Les avocats sont très peu payés pour le travail d'assistance juridique

\_\_\_\_\_\_ Faible qualité des services fournis par les avocats de l'assistance juridique

\_\_\_\_\_\_ Le Barreau s’oppose à ce que les assistants juridiques puissent combler le manque d’avocats disponibles

\_\_\_\_\_\_ Il est plus important de couvrir le coût de la police, des procureurs et des juges que de dépenser des fonds publics pour les avocats

\_\_\_\_\_\_ Il y a peu de soutien de la population pour dépenser des fonds afin de défendre des criminels

\_\_\_\_\_\_ Les gens préfèrent résoudre leurs problèmes par le système de justice informel, où les professionnels du droit ne participent

généralement pas

\_\_\_\_\_\_ Les gens ne savent pas où trouver de l'assistance juridique

\_\_\_\_\_\_ Il n’existe aucune loi sur l'assistance juridique

\_\_\_\_\_\_ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Dans quels domaines, le cas échéant, votre pays pourrait bénéficier d’une assistance technique et/ou de politique et de programme d'appui pour renforcer la prestation de l'assistance juridique?**

☐ Des conseils de rédaction législative

☐ Développement de politiques/ de plans d'action

☐ Établir des critères de qualité pour les prestataires d'assistance juridique

☐ Établir des systèmes de parajuristes

☐ Appui institutionnel *(Veuillez préciser ci-dessous)*

☐ Formation *(Veuillez préciser ci-dessous)*

☐ Ne s’applique pas

☐ Autre *(veuillez préciser)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Commentaires** (*facultatif*): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## Renseignements supplémentaires

* **Si votre pays à des lois, politiques, stratégies et/ou plans d’action liés à l'aide et à l'assistance juridique, veuillez les joindre à ce document lors de sa soumission via copie papier, fax ou courriel**

Par courriel à: [legalaid@unodc.org](mailto:legalaid@unodc.org)

Par fax à : (+43-1)26060-74198

Par copie papier à : Section de la Justice

Office des Nations Unies contre le drogue et le crime

P.O. Box 500

A-1400 Vienne

Autriche

* **Le cas échéant, veuillez fournir des commentaires supplémentaires:**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**FIN**